

Machtpoker um EU-Referendum

Tony Blair und Jean-Claude Juncker scheinen sich prächtig zu verstehen. Kaum ist der luxemburgische Premier von seiner Visite aus London zurückgekehrt, outet sich der britische Regierungschef gegenüber der Presse mit einem Mal als Befürworter einer Volksabstimmung zur EU-Verfassung - wie sein Amtskollege Juncker. Ausgerechnet Blair, der sich bislang als erklärter Gegner eines Referendums präsentiert hatte. Doch allzu sehr in Jubel auszubrechen, wie es Mitglieder der Europäischen Kampagne für ein Referendum tun, ist bei dieser Kehrtwende nicht angebracht. Im Gegenteil, es ist naiv. Das politische Manöver von Blair, sein Spiel mit der Bevölkerung ist leicht zu durchschauen: Die BritInnen gelten überwiegend als EU-skeptisch. Ein Ja zu einem Referendum wird Blairs Chancen stärken, die geplante EU-Verfassung zu seinen Gunsten zu beeinflussen. Dann ließe sich jedes Mauern, etwa gegenüber europaweite Sozialstandards und dem Streikrecht, immer mit dem Verweis "Sonst stimmt meine Bevölkerung gegen die EU" rechtfertigen.

EU-BefürworterInnen haben jetzt mit einem cleveren Schachzug gekontert: Stimmt die Bevölkerung eines Landes gegen die Verfassung, fliegt es eben aus der Europäischen Union raus. Wie weiter, Tony?

Ökosteuer ist verfassungsgemäß

Gegnern der Ökosteuer zeigte das Bundesverfassungsgericht in Deutschland jetzt die rote Karte. Die vor rund fünf Jahren eingeführte Ökosteuer ist mit dem Grundgesetz vereinbar, lautete das positive Urteil am Dienstag. Das Gericht wies damit die Klage von zwei gewerblichen Kühlhausbetreibern und fünf europaweit agierenden Spediteuren ab. Die sahen sich durch die Ökosteuer benachteiligt und wollten Umsatzrückgänge, Nachteile gegenüber ausländischen Konkurrenten sowie Arbeitsplatzverluste geltend machen.

Karlsruhe widerspricht: Strom- und Spritsteuer berührten weder das Grundrecht der Berufsfreiheit noch die Eigentumsgarantie, heißt es in der Urteilsbegründung. Die Richter billigten auch die Finanzierung der Rentenkassen mit der Ökosteuer. Ziel der Bundesregierung ist es auch den Energieverbrauch zu drosseln und neue Arbeitsplätze zu schaffen. Die Steuer hatte dem Fiskus im vergangenen Jahr 16 Milliarden Euro eingebracht.

In Luxemburg lässt die Einführung einer Energiesteuer mit klarer Zielsetzungen dagegen weiter auf sich warten. Um Haushaltslöcher zu stopfen, hat die Regierung zwar mehrfach Steuern auf Strom und Treibstoffe eingeführt. Doch sie und das Parlament haben es auch in dieser Legislaturperiode versäumt, eine Grundsatzdebatte über eine ökologische Steuerreform zu führen.

Einwanderung erwünscht

Luxemburg braucht ImmigrantInnen. Das ist einer der Schlüsse, die Marcel Glesener aus der Studie von Sepopi und Institut de formation sociale über das Verhältnis von Einwanderung und Arbeitsmarkt im Großherzogtum zieht. Der CSV-Abgeordnete stellte die Ergebnisse am Donnerstag der Presse vor. Die Zahl der neu geschaffenen Arbeitsplätze sei im vergangenen Jahr um mehr als die Hälfte zurückgegangen, so Glesener. Diese Tendenz werde sich auch in den kommenden Jahren kaum ändern.

Unterdessen stagniere die Immigration. Glesener betonte, dass es wichtig sei, internationale Unternehmen nach Luxemburg zu holen. Aber auch ZuwandererInnen müssten in Zukunft ins Land kommen. Denn schließlich schätze man, dass bis zum Jahr 2025 zwischen 35.000 und 81.000 neue Stellen geschaffen werden. Arbeitsminister François Biltgen pflichtete seinem Parteifreund bei, fügte jedoch hinzu, dass man die Entwicklung in den kommenden 20 Jahren nicht voraussagen könnte. Die Immigration hänge ganz von der Arbeitsmarktsituation ab, so der Minister.



Echange et solidarité. Nayma Farid et Michel Legrand discutent avec un des organisateurs palestiniens lors de la manifestation contre l'arrachage d'oliviers à Na'lin.

(photo: Mission civile en Palestine)

MISSION EN PALESTINE

"Etonnés qu'ils restent si calmes"

woxx: *Vous avez parlé d'un retour de l'enfer quand nous avons pris contact pour cette interview. Qu'êtes-vous allés-e-s faire en enfer?*

Michel Legrand (ML): Le premier objectif de notre mission était d'observer, d'aller voir ce qui se passe sur place. Et de témoigner à notre retour auprès de l'opinion publique et auprès des autorités politiques de ce que l'occupation entraîne dans la vie quotidienne des Palestiniens. Ensuite il s'agissait de poursuivre le projet "Briser l'isolement" de l'été dernier et de montrer notre solidarité aux Palestiniens, mais aussi aux mouvements de la paix israéliens.

N'avez-vous fait qu'observer passivement?

ML: Non, dans le village de Na'lin, les habitants nous ont dit qu'il y avait une opération d'arrachage d'oliviers par l'armée israélienne en cours. Avant le départ pour la Palestine, nous n'étions pas sûrs d'oser participer à des actions de résistance. Mais là, nous avons décidé à l'unanimité de participer à une manifestation pacifique, avec les gens du village. Confrontés aux soldats israéliens, nous avons tenté de parler avec eux: Pourquoi faites-vous cela? Vous rendez-vous compte que de ces oliviers dépend la survie de la famille que vous voyez là? Bien sûr, ils suivaient la consigne, qui est de ne pas répondre. Mais nous avons vu de jeunes soldats au visage très triste.

Nayma Farid (NF): Les Palestiniens leur disaient: Vous voulez construire un mur pour la sécurité, d'accord. Mais mettez-le sur la ligne verte, pas sur nos terres. Dans un autre village, à Hayush, on voyait le mur qui s'enroulait autour, comme un serpent. Une famille nous racontait que seul le père avait obtenu un permis pour traverser, mais pas les enfants. Et puis ce permis sera périmé juste avant la récolte des olives. Or, sans les olives, pas d'argent, pas d'études pour les enfants de cette famille. Le mur, c'est une punition collective à long terme.

Comment est-ce que les gens résistent?

NF: J'ai beaucoup d'admiration pour les femmes palestiniennes. C'est elles qui organisent

le ravitaillement quand il y a couvre-feu, elles donnent des cours de premier secours. La majorité étaient des femmes voilées, mais il n'y avait pas le père ou le frère à côté, ce n'étaient pas les femmes musulmanes soumises que montrent les médias.

ML: Il y a aussi régulièrement des manifestations devant les chantiers du mur, organisées par les Palestiniens, avec les mouvements de paix israéliens. Mais il n'y a pas beaucoup de leaders de ces mouvements qui n'aient pas été en prison à plusieurs reprises. Là, on se pose beaucoup de questions sur la démocratie israélienne.

Vous avez aussi eu des difficultés pour revoir les adolescents qui étaient venus à Luxembourg en été dernier.

ML: La nouvelle réjouissante, c'est que nous avons revu les jeunes de Jérusalem-Est et rencontré leurs familles. La nouvelle triste, dramatique même: nous n'avons pas pu aller à Zababdeh, près de Jénine, où vivent les quatre autres jeunes. Nous avons été arrêtés à un check-point pendant quatre heures et demie. Nous avons parlé longuement, nous avons montré notre sauf-conduit du ministère des Affaires étrangères luxembourgeois, nous avons fait intervenir les consulats de France et de Belgique. En fin de compte les soldats ont reçu l'ordre de nous interdire le passage et de nous arrêter si nous restions au check-point. Leur argument: il y aurait eu des problèmes deux jours auparavant à Jénine. La sécurité sert de prétexte dans

n'importe quelle circonstance pour justifier n'importe quoi.

Si l'Europe ne semble pas compter beaucoup pour les Israéliens, qu'en est-il du côté palestinien?

ML: La déception des Palestiniens est à la hauteur de leurs attentes. Partout ils nous ont dit: Nous n'avons pas d'abord besoin d'argent, mais de soutien politique. Nous n'attendons plus grand chose des Etats-Unis, nous comptons sur l'Europe. Et puis on nous demande d'expliquer aux Européens, aux gens de la rue, que les Palestiniens ne sont pas des terroristes. Michel Warschawsky, un des pacifistes israéliens, a repris ces demandes et rajouté: Soutenez cette petite portion d'Israéliens qui cherchent à résister à Sharon à l'intérieur de leur propre pays, qui sont conscients que leur pays est en train de se perdre en même temps qu'il perd les Palestiniens.

Comment est-ce que vous voyez les perspectives?

ML: J'ai le sentiment qu'aujourd'hui, la paix n'est pas à l'ordre du jour, ni un quelconque processus de paix. Un plan unilatéral tel que celui décrété par Sharon, personne du côté palestinien ne peut l'accepter. Déjà avant la rencontre Bush-Sharon, nos interlocuteurs étaient très pessimistes. Tous les accords du passé ont été dépassés dans la réalité, avec la poursuite de l'occupation par Israël.

Mais la poursuite des attentats par des Palestiniens est aussi une réalité qui viole les accords.

Mission civile en Palestine

Michel Legrand et Nayma Farid ont participé à la mission civile internationale du Luxembourg en Israël-Palestine du 5 au 16 avril. Cette mission était envoyée par le Comité du Luxembourg pour une paix juste au Proche-Orient, l'Association belgo-palestinienne et l'Association française Palestine Solidarité avec notamment le soutien du ministère des Affaires étrangères luxembourgeois. Elle fait suite à l'accueil de dix jeunes Palestiniens au cours de l'été 2003 au Luxembourg, visant à "briser l'isolement" dans lequel se trouvent enfermés de plus en plus de Palestiniens.

La prochaine action du Comité sera une sensibilisation contre le mur de séparation dans les territoires palestiniens, en collaboration avec d'autres ONG, samedi 24 avril dans la Grand-rue à Luxembourg.

ML: Je ne mets pas sur le même pied ces attentats avec une politique systématique d'occupation illégale et d'établissement de colonies, des humiliations incessantes. Les attentats sont réprochés par le Comité pour une paix juste, par la grosse majorité des Palestiniens et par les mouvements de paix israéliens. Pour être honnête, nous qui avons été là-bas, nous sommes vraiment étonnés qu'il n'y ait pas plus de violence en Palestine. Nous ne comprenons pas comment les gens peuvent rester aussi calmes. Lors des manifs, ils demandent à leurs jeunes: pas d'insultes aux soldats, pas de pierres, pas de débordements.

Pourtant la résistance violente existe, le Hamas a de nombreuses sympathies.

NF: Quand on vit leur quotidien, croyez-moi, il y a de quoi devenir terroriste. Vous me demandez pourquoi il y a des terroristes; je vous retourne la question: si on vous volait votre terre, vous empoisonnait la vie, que feriez-vous?

ML: Il y a trois grands courants dans la société palestinienne: l'Autorité palestinienne, autour d'Arafat, puis les mouvements dont certaines factions prônent la violence tels que le Hamas et enfin le mouvement démocratique, issu de la société civile, autour de Barghouti. L'Autorité est en perte de vitesse, et le Hamas gagne du terrain, tout comme le mouvement démocratique.

Ce qu'il faut savoir, c'est que le Hamas est beaucoup plus qu'un mouvement violent. C'est aussi une organisation qui assure une aide au niveau de la vie quotidienne des Palestiniens. Si, à Gaza, les habitants ne sont pas encore tous morts, c'est grâce à l'aide internationale et grâce au Hamas. Nous ne soutenons pas le Hamas, dont l'argent vient entre autres de l'Arabie saoudite. Mais il faut reconnaître les réalités: cet argent ne sert pas seulement au terrorisme, il aide aussi à faire face aux conséquences de l'occupation israélienne. C'est aussi pour ça que le Hamas trouve du soutien dans la population. Face à cela, nous misons sur le mouvement démocratique, mais si la situation quotidienne empire encore...

Côté israélien, avez-vous rencontré des gens en dehors des mouvements de la paix?

NF: Il y a eu les soldats, qui ne répondaient pas à nos questions. Le premier jour à l'hôtel, on a rencontré des Israéliens "normaux". On a pu discuter de tout, sauf du conflit. Ils ont refusé d'en parler.

ML: Et puis à Hébron, on a rencontré deux jeunes Israéliens qui, avant de faire leur service militaire, voulaient voir ce qui se passe dans les Territoires. Ils avaient peur de faire leur service et peur de ne pas le faire. Pendant que nous discussions, un grand-père palestinien nous a rejoints. Un dialogue s'est engagé entre le vieux et les deux jeunes. Ils sont allés chez lui, ils ont bu le thé avec lui et fumé le narguilé. Leur conversation se déroulait en hébreu, notre groupe est parti, et les deux jeunes Israéliens sont restés seuls pour poursuivre leur dialogue avec le Palestinien. Cela aussi, on l'a vu.

Interview: Raymond Klein